Rapport de la commission de l'aménagement et de l'environnement chargée d'examiner la motion du 29 juin 2021 de M^{mes} et MM. Rémy Burri, Maxime Provini, Michèle Rouillet, John Rossi, Florence Kraft-Babel, Patricia Richard, Yves Steiner et Alia Meyer: «Pour un square vraiment piéton à la rue Schaub!»

21 mars 2023

Rapport de M. Christian Steiner.

La motion a été renvoyée à la commission de l'aménagement et de l'environnement (CAE) lors de la séance plénière du Conseil municipal du 8 février 2022. La commission a étudié cette motion lors de ses séances des 15 novembre 2022 et 10 janvier 2023, sous la présidence de M. Denis Ruyschaert. Le rapporteur remercie chaleureusement M. Christophe Vuilleumier, procès-verbaliste, pour la clarté et la précision de ses notes de séance.

PROJET DE MOTION

Considérant:

- le caractère hybride du tronçon de la rue Schaub situé entre le N° 39 et le N° 48. En effet, ce bout de rue est fermé par une chaîne côté rue des Asters et fermé par une barrière automatique côté rue Hoffmann. La barrière est commandée par les véhicules du Service d'incendie et de secours (SIS), sur la voie de retour en caserne des Asters;
- le caractère anxiogène et dangereux, tant pour le personnel du SIS qui utilise ce passage en moyenne une dizaine de fois par jour avec les véhicules lourds et encombrants, que pour les habitants du quartier qui fréquentent le square. Ces passages ont essentiellement lieu la journée, période la plus fréquentée du square;
- les nombreux accidents déjà évités de justesse;
- que la Maison de quartier des Asters pourrait utiliser pleinement ce square pour ses activités en plein air, sans se soucier des mesures de sécurité imposées par le passage des véhicules du SIS;
- l'opportunité de réaliser un vrai square, ludique, convivial, arborisé et sécurisé;
- qu'en ces périodes de réchauffement climatique, ces espaces pourraient être des opportunités pour la création d'îlots de fraîcheur encore plus performants pour ce square déjà bien arboré mais recouvert aux trois quarts de bitume pour permettre des passages réguliers de véhicules lourds;

- la possibilité existante de créer un accès direct dans la caserne des Asters, sans passer par le square, en créant une ouverture dans la station de lavage de la caserne. Cette ouverture pourrait donner un accès direct depuis la rue Hoffmann,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif:

- à étudier un accès à la caserne des Asters directement sur la rue Hoffmann;
- à étudier un réaménagement de la caserne des Asters pour permettre ce nouveau flux des retours des véhicules du SIS.

Séance du 15 novembre 2022

Audition de M. Rémy Burri, représentant des motionnaires

M. Burri prend la parole et remercie la commission pour cette audition. Il déclare qu'il ne reviendra pas sur l'exposé des motifs et montre le secteur de la rue Schaub, à proximité de la caserne des Asters. Il précise que cette rue se trouve sur la rive droite. Il explique que les pompiers rentrent dans la caserne par la rue Schaub. Il mentionne que cette rue est utilisée notamment par la maison de quartier et il remarque qu'il est toujours compliqué de jongler entre les activités de la maison de quartier et la garantie d'accessibilité du SIS. Il déclare que le projet propose donc une entrée dans la caserne pour les pompiers par la rue Hoffmann, via la station de lavage, l'accès actuel pouvant être transformé en station de lavage. Il pense que cette idée permettrait de résoudre ce problème. Il remarque que le commandant du SIS a indiqué que cette idée avait déjà été évoquée. Il signale en outre que l'accès sur une place de jeux pour les camions de pompiers est quotidien et peut se répéter jusqu'à 15 fois par jour avec de nombreux risques d'accidents. Il remarque que le potentiel de végétalisation semble compliqué mais il estime qu'il serait possible d'améliorer les jeux existant sur la place. Il précise ne pas avoir de chiffres pour la réalisation de ce projet. Il rappelle que la motion se contente de demander une étude.

Un commissaire demande quel serait l'impact sur les habitations si ce nouvel accès était créé. Il se demande par ailleurs à qui appartient la caserne.

M. Burri répond que le bâtiment appartient à la Ville de Genève. Il ajoute qu'il y a également un logement au-dessus de l'accès actuel. Il observe que l'ouverture est déjà existante puisque la station de lavage permet d'y placer un camion de pompiers.

Un commissaire demande si ouvrir le mur sur la rue Hoffmann semble réalisable, ayant compris qu'il n'y avait pas de problème de mur de soutien.

Une commissaire déclare que ce projet semble évident. Elle s'étonne qu'il n'y ait pas d'autre projet allant dans ce sens qui n'ait jamais été présenté.

M. Burri répond ne pas en revenir d’y avoir pensé lui-même.

Une commissaire demande si le point d’informations de la Ville de Genève devrait être déménagé.

M. Burri répond que ce point d’informations ne serait pas touché. Il pense que seule la vitrine des cadets serait «sacrifiée» et qu’il sera nécessaire de vérifier cet aspect avec la GIM.

Le président demande s’il y a eu des développements depuis le dépôt de cette motion.

M. Burri répond par la négative. Il ajoute qu’il n’a pas été possible de remettre de scène de spectacle dans la rue quoi qu’il en soit.

Le président se demande pourquoi ne pas avoir fait une pétition qui aurait pu être aisément signée.

M. Burri répond que c’est un choix politique puisqu’une motion a une couleur politique.

Un commissaire demande s’il n’y a pas de logement au-dessus de l’arcade.

M. Burri répond qu’il y a des logements des deux côtés. Il pense que les gabarits sont similaires.

Le président demande s’il y a des propositions d’audition.

Une commissaire propose l’audition du SIS.

Le président déclare que l’audition du SIS est acceptée à l’unanimité.

Un commissaire déclare qu’il faut que le SIS vienne avec le magistrat.

Une commissaire déclare que le SIS passe dans les mains de l’ACG en 2023 et elle remarque que la CAE ne pourra donc plus entendre M^{me} Barbey-Chappuis.

Le président remarque que le bâtiment dépend de M. Gomez.

Un commissaire déclare qu’il faut distinguer l’utilisateur du propriétaire. Il propose d’entendre le SIS dans un premier temps avec M^{me} Barbey-Chappuis.

Le président déclare que la commission est unanimement favorable à l’audition conjointe du SIS et de M^{me} Barbey-Chappuis.

Séance du 10 janvier 2023

Audition de M^{me} Marie Barbey-Chappuis, maire, en charge du département de la sécurité et des sports, accompagnée de M. Nicolas Kerguen, collaborateur personnel et de M. Nicolas Schumacher, commandant au Service d’incendie et de secours

M^{me} Barbey-Chappuis prend la parole et déclare rejoindre les invites et les considérants de cette motion puisque le constat de la dangerosité de ce sec-

teur est établi depuis plusieurs années. Elle ajoute que le SIS est intervenu en l'occurrence depuis 2018 pour envisager des mesures. Elle rappelle que le SIS est devenu un groupement intercommunal depuis janvier 2022; SIS qui est maintenant locataire de la Ville de Genève. Elle observe que si des travaux devaient être menés au sein de la caserne, il faudrait donc se demander qui prendrait en charge le coût.

M. Schumacher déclare que ce problème a été remonté en 2018. Il mentionne que les véhicules d'urgence sortent du côté du lac pour des questions de gain de temps. Il précise que les véhicules de cette caserne sortent plus de 2000 fois par année et couvrent toute la rive droite. Il ajoute que le poste véhicule avancé qui sort 4 fois par année et une berce (conteneur métallique standardisé) qui est engagée 20 fois par année entrent du côté du square. Il mentionne que le problème inhérent à ce square est son utilisation par les enfants du quartier depuis le milieu de l'après-midi, des enfants qui n'ont pas conscience du danger routier jusqu'à l'âge de 10 ans. Il ajoute que les poids lourds ont en outre une visibilité restreinte, ce qui représente un stress pour les conducteurs. Il déclare que c'est la raison pour laquelle une personne est placée à l'avant et à l'arrière du véhicule lorsque ce dernier est déplacé, mais il remarque que malgré ces mesures des enfants sont venus percuter le camion sur ses ailes, sans conséquences fort heureusement. Il déclare, quoi qu'il en soit, que la situation ne convient pas et il mentionne que la variante la plus réaliste serait de créer un accès depuis la rue Hoffmann par le lavage et en passant le trottoir. Il observe que ces travaux sont conséquents avec une modification de façade sans être le chantier du siècle. Il pense que c'est la solution la plus pragmatique et la moins coûteuse.

Le président a l'impression qu'il est l'auteur de la motion.

Une commissaire demande ce qu'il en est des autorisations.

M. Schumacher répond que le patrimoine bâti indique avoir contacté l'Etat, mais il déclare qu'il n'y a pas d'informations qui lui ont été remontées.

M^{me} Barbey-Chappuis pense qu'il faudrait auditionner le département de M^{me} Perler qui pourra être plus précise.

Une commissaire déclare que des démarches ont donc été réalisées et elle demande si des éléments financiers ont été avancés.

M. Schumacher répond qu'il n'y a pas d'estimation de coût pour le moment. Il remarque que cette caserne est imbriquée dans un immeuble, raison pour laquelle la Ville de Genève a souhaité faire un contrat de location et il pense que chacun doit mettre une partie de la somme.

La même commissaire demande si cette solution entraînera des conséquences sur les urgences.

M. Schumacher répond qu'il n'y aura aucun impact et il mentionne que cette alternative représente même une seconde sortie au besoin. Il précise que la capacité opérationnelle n'est donc pas impactée.

Cette commissaire remarque que M. Schumacher est donc en faveur de cette motion.

M. Schumacher acquiesce.

Un commissaire demande quelles sont les dimensions nécessaires.

M. Schumacher répond que les véhicules ne peuvent pas être plus hauts que 4 m et plus larges que 2,5 m, et il déclare qu'il n'y a donc pas de problème à l'égard du local des cadets.

Le même commissaire demande quelle est la distance entre le fonds du local de lavage et la rue.

M. Schumacher répond qu'il n'y a qu'un mur.

Le président se demande pourquoi cette solution n'a pas été mise en œuvre avant.

M^{me} Barbey-Chappuis rappelle qu'il y a de nombreux projets au sein du département de l'aménagement et elle remarque que la réforme sur la gouvernance du SIS a nécessité beaucoup d'énergie. Elle répète qu'il serait pertinent que la commission auditionne le département de M^{me} Perler, et qu'en tant que responsable du département de la sécurité et présidente du groupement SIS, elle soutient cette motion.

Le président rappelle que lors de la séance du 20 décembre, il a été constaté que quatre projets dans deux commissions différentes créaient de la cacophonie, et il mentionne que des solutions sont en cours de réflexion.

Le président demande si la commission souhaite auditionner M^{me} Perler.

Une commissaire pense qu'il est possible de voter immédiatement compte tenu de l'urgence.

Un commissaire remarque que l'urgence date de 2018 et il déclare qu'il entendrait volontiers M^{me} Perler afin de savoir s'il y a des problèmes.

Un commissaire propose qu'un vote soit réalisé sur le principe d'un vote immédiat.

Proposition de vote immédiat

Le principe du vote immédiat est accepté par 11 oui (1 UDC, 4 S, 2 PLR, 1 MCG, 2 LC, 1 EàG) contre 3 non (Ve).

Prises de position et vote

Un commissaire des Verts déclare que son groupe soutient cette motion qui apporte une plus-value au niveau de la sécurité et qui permettra de pacifier un espace public.

Un commissaire du Parti libéral-radical déclare que compte tenu des auditions qui ont apporté les informations nécessaires et pour des questions de sécurité et de bien-vivre, son groupe est en faveur de cette motion.

Un commissaire du Centre déclare que la question sécuritaire est importante et elle mentionne que son groupe remercie le Conseil administratif de faire ce qui s'impose dans les meilleurs délais.

Un commissaire du Mouvement citoyens genevois remarque que cette motion est pleine de bon sens et permettra de végétaliser cet espace, et il déclare qu'il convient de l'accepter.

Un commissaire d'Ensemble à gauche déclare que son groupe a été convaincu par la pertinence de ce projet dès la première audition. Elle remarque qu'il convient de voter ce projet qui est urgent.

Un commissaire socialiste déclare que l'urgence de la situation a été soulignée par M^{me} la maire et le SIS et que son groupe votera ce projet.

Un commissaire de l'Union démocratique du centre déclare partager ces différents avis et elle mentionne que son groupe acceptera cette motion malgré l'absence de l'audition de M^{me} Perler.

La motion M-1632 est acceptée à l'unanimité, soit par 14 oui (1 UDC, 4 S, 2 PLR, 1 MCG, 2 LC, 1 EàG, 3 Ve).